



# De l'alternative nécessaire face aux projets de lois à venir

page 4

# Les Nouvelles

Mensuel édité par la  
Fédération de  
Loire-Atlantique du  
Parti Communiste  
Français

# de Loire Atlantique

Pour tout Renseignement  
02 40 35 03 00  
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 992

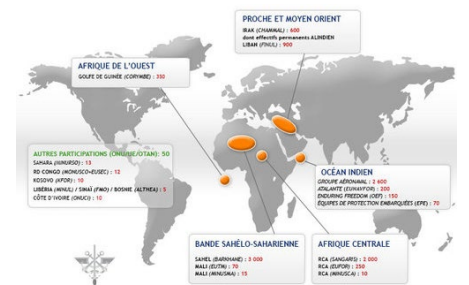
16 Mars 2015

prix : 0,70 €

## Elections Départementales 2015



### OPEX



Impasses budgétaires d'un  
gouvernement guerrier **2**

### Tour de France de Pierre Laurent



Rencontre sur la culture **3**

Critique  
Houellebecq économiste **5**

Région  
Un budget  
ambitieux et offensif **7**

## Le peuple grec a-t-il le droit de choisir souverainement sa politique ?

Les gouvernements libéraux, Allemagne en tête, font tout pour entraver le programme de Syriza, qui pourrait donner des idées à d'autres pays. Le peuple grec et son gouvernement, sont les premiers à dire stop à des années de politique d'austérité, imposée par la Troïka (BCE-FMI et commission européenne). **Dans cette confrontation, l'Eurogroupe veut imposer sa logique: « ou tu plies ou tu pars ».** Le gouvernement grec a su gagner du temps, et présenter des réformes structurelles (lutte contre l'évasion fiscale, mise en place d'un cadastre...). Mais il ne veut pas céder sur sa politique de lutte contre la « crise humanitaire »: aides alimentaires, logement pour les sans-abri, rétablissement de l'électricité... pour un total de 200 millions d'euros. **La Grèce a besoin de temps, mais aussi d'argent.** A la fin mars, il faut trouver 6 milliards d'euros pour rembourser les prêts. Alexis Tsipras ne cache pas que la BCE tient son pays « au bout d'une corde ». **Le gouvernement grec envisage le recours à la démocratie (référendum) et un plan alternatif de financement si nécessaire.** Reste que la solidarité des autres peuples européens doit se manifester.



# L'actualité politique dans le monde 2

## OPEX ..? Les guerres du président nous entraînent dans des impasses militaires et budgétaires au détriment de la population de notre pays.



D'autant que la dépense des OPEX est systématiquement sous-estimée lors des prévisions. Des opérations « imprévues » viennent s'ajouter au socle des opérations récurrentes. **C'est ainsi que l'enveloppe 2014 a plus que doublé au terme de l'exercice: au lieu de 450 millions d'euros prévus, le total s'élève à 1,13 milliard.** Cette manipulation va se répéter pour les OPEX 2015, pour atteindre encore une fois le milliard d'euros, voire plus avec l'extension des champs d'intervention en Afrique et au Proche-Orient. Soit plus de 2 milliards dans des opérations dont l'issue militaire est improbable. (Dans la plupart des cas, seules des solutions politiques, dans la plus large concertation et sous l'égide de l'ONU peuvent venir à bout du chaos actuel pour rétablir la Paix).

Mais à Paris la seule guerre qui vaille vraiment, c'est la guerre budgétaire imposée par la commission de Bruxelles, et son postulat libéral de l'équilibre, avec l'étape intermédiaire des 3% maximum de déficit pour 2017... En conséquence les « surcoûts » des OPEX doivent être assumés par un financement interministériel pour rester dans les clous de l'Eurogroupe.

Il ne s'agit pas ici de discuter du fond, afin d'établir la nature impérialiste de la politique étrangère française, héritière de sa puissance coloniale, ni de ses calculs diplomatiques et guerriers. Mais bien plutôt de mettre en évidence les contradictions grandissantes entre le déploiement de nos forces militaires sur une multiplicité de « fronts », alors que parallèlement tous les budgets sont de plus en plus serrés: Plus de guerres, moins de moyens et l'austérité imposée au pays comme à la population, telle est l'impasse.

Avec Le porte-avions Charles De Gaulle contre les djihadistes de Daech, les frappes aériennes en Irak, la traque des terroristes au Sahel, le maintien de la paix en Centrafrique, ce sera 12.500 hommes déployés en mission à l'étranger pour 18 opérations. **La France est sur tous les fronts et « ses opérations extérieures » ou OPEX, ont rarement coûté aussi cher.** (Même si l'achèvement des désengagements en Afghanistan, en Côte d'Ivoire et au Kosovo, fait tourner matériel et effectifs. C'est la peinture du camouflage qui change...).

Si au quotidien, les médias ne manquent pas de nous rappeler les coûts de tel ou tel poste budgétaire « dépensier », la plus grande discrétion couvre le coût « des guerres du Président » et de son ministre des affaires étrangères... et du tourisme(travailler le Dimanche... le budget aura sa part).



**Le président de la commission Jean-Claude Juncker, a proposé la création d'une « armée commune » européenne, afin de défendre les valeurs de l'Union européenne face... à la Russie !**

Alors que 23 Etats de l'U.E sur 28 sont déjà membres de

**Le budget de la défense lui-même ne cesse d'être rogné.** En dix ans les effectifs ont diminué d'un quart et assume 60% des réductions de poste de l'Etat. Sans compter que les OPEX entraînent des coûts cachés, comme l'usure accélérée de certains matériels, parfois leur destruction, ou encore des équipements achetés en urgence (les drones aux Etats-Unis). **Les rangs doivent encore fondre. Les états-majors ne savent plus comment faire.** Les militaires craignent que les restrictions sur l'entraînement des effectifs ne débouchent ici comme ailleurs, sur une armée à plusieurs vitesses.

En conséquence pour financer les nouvelles opérations, ce sont les autres ministères qui ont dû puiser dans leurs crédits, parmi ceux gelés préventivement en début d'année, pour financer les guerres menées hors de nos frontières. Cette « solidarité » ne va pas de soi. **Au moment où nous votons pour choisir les élu(e)s des Départements, souvenons nous que les 2 milliards de baisse des dotations d'Etat aux seules communes et intercommunalités, c'est le montant des OPEX de 2015.** Si la peinture de l'école maternelle n'est plus pour cette année, consolez vous, c'est peut être un obus de mortier en plus dans le budget de l'armée...

L'OTAN, l'idée d'une sécurité collective de « l'Atlantique à l'Oural » selon la formule du général De Gaulle, vient de faire un pas de côté.

Une vieille lune qui date du début de la guerre froide (1954) refait surface.

**Une armée européenne permettrait de rationaliser les dépenses militaires.** Nous y voilà à nouveau. Sérieux coup de main à l'objectif libéral des politiques d'austérité, cela donnerait un début de solution au coût des OPEX françaises ? « une telle armée nous aiderait à mettre au point une politique étrangère commune ». **Manque de mémoire historique : souvenons nous des désaccords sur les interventions en Irak, en Lybie... Aujourd'hui au sahel. Et pourquoi ?**

C'est que les multinationales des grands pays européens, ont des intérêts contradictoires (compagnies pétrolières, vente d'armements avec le Rafale, contrats en tout genre). Au-delà de la perte de souveraineté dans un domaine essentiel, l'annonce de Monsieur Juncker, en ce moment précis du conflit en Ukraine, participe à la stratégie d'encerclement par l'OTAN de la Russie et tourne le dos à la nécessaire construction d'une sécurité collective commune, par le dialogue sur le vieux continent.

## Les multinationales françaises privilégient les marchés hors Europe.

En 2012, les groupes français multinationaux (hors secteur bancaire) réalisaient 54% de leur chiffre d'affaires consolidés à l'étranger et 56 % de leurs effectifs, soit 5,3 millions de salariés localisés hors de l'Hexagone. Les effectifs se sont accrus de près de 10%(sur l'année précédente) dans les filiales situées hors de l'U.E. Ce tropisme pour les pays non européens, s'explique par la faible croissance du « vieux continent » depuis la crise de 2008. En conséquence les 2/3 de leurs investissements soit 42 milliards d'euros se font hors U.E.

## Le nombre d'immigrés « illégaux » dans l'U.E a triplé en un an.

Selon l'agence européenne pour la surveillance des frontières, Frontex, dont le siège est à Varsovie, environ 274.000 immigrés « illégaux » sont entrés dans l'Union européenne en 2014, contre un peu plus de 100.000 en 2013. C'est une progression de presque 180%. Le plus grand groupe de migrants vient de Syrie, suivie de l'Erythrée.

## Les Chypriotes s'exaspèrent comme les Grecs des exigences de la troïka.

Le taux de chômage a plus que doublé depuis 2011. Il devrait persister autour de 16%. Sommés par la troïka de mener des réformes, les chypriotes éprouvent de la sympathie pour le gouvernement Tsipras à Athènes, qui ose dire « non », même si aucun parti équivalent à Syriza n'existe sur l'île. L'opinion a vu d'un bon œil la récente visite du président chypriote chez Vladimir Poutine où il fut question d'allègement de la dette chypriote détenue par les russes.

## Kiev se débat pour stabiliser son économie.



Le taux d'intérêt a été fixé à 30%, un niveau sans équivalent dans le monde actuellement. Soit une hausse de 10,5% en une nuit, afin de défendre la monnaie nationale qui a perdu 50% de sa valeur en un mois. Une chute qui alimente une inflation importée de 30% en janvier en rythme annuel.

Cette décision s'inscrit dans le paquet de mesures d'austérité convenues avec le FMI pour obtenir un prêt de 15,5 milliards d'euros pour éviter la banqueroute. Les retraites devraient baisser de 15%, alors que le prix du gaz devrait tripler.

## Du Medef à la préfecture, le PCF dénonce le CICE

Le CICE créé en 2012 prévoit une aide publique pour les entreprises assujetties à l'impôt sur les sociétés afin d'améliorer leur compétitivité et dans le but de créer de l'emploi. Soit plus de 20 milliards qui auraient été dépensés en 2014 sans que personne ait pu constater d'amélioration dans le champ de l'emploi. A-t-on d'ailleurs vu une seule aide publique de ce genre favoriser l'emploi ?

Pour dénoncer le CICE, les communistes de Loire-Atlantique ont défilé du Medef à la préfecture en compagnie de salariés de la Seita, elle aussi gourmande en aide et pour autant destructrice d'emploi.



# L'actualité en Loire-Atlantique

3

## Pierre Laurent à la rencontre du monde de la culture



Pour la troisième étape de son tour de France des régions entamé en janvier dernier, Pierre Laurent, secrétaire national du Parti Communiste Français est allé à la rencontre des citoyens et acteurs de la vie sociale, culturelle, syndicale de la région des pays de la Loire afin de « renouer un dialogue direct et sortir du spectacle médiatique et politique si éloigné des préoccupations quotidiennes » confira-t-il à nos confrères de L'Humanité.

Le numéro un du PCF, s'est arrêté dans chaque département de la région. En Loire-Atlantique il a rencontré des citoyens et participé à une soirée d'échange autour de la culture qui a rassemblé une cinquantaine de participants, parmi lesquels, des intermittents du spectacle, des membres du collectif Culture Bar-Bars, des comédiens, des écrivains... chacun ayant relaté les difficultés propres à ses activités dans une période de vache maigre pour la culture, sacrifiée sur l'autel de l'austérité.

Il aura été, lors de cette soirée, question du combat des intermittents du spectacle et des difficultés à faire vivre le spectacle vivant, difficulté de trouver des salles (que ce soit pour les

compagnie de théâtre, les jeunes groupes de musique et le problème est identique dans une autre mesure pour les plasticiens), de trouver des moyens, ajouté à cela la précarisation et les attaques constantes pilotées par le MEDEF à l'encontre du statut des intermittents du spectacle qui décourage plus d'un jeune à reprendre le flambeau. En s'attaquant comme il le fait au régime des intermittents, le MEDEF combat l'instauration de nouveaux droits sociaux pour les travailleurs précaires et entend grignoter ceux acquis au fil d'années de luttes. L'argumentation comptable développée sur un prétendu coût trop élevé est pourtant rendue caduque au regard de l'apport de la culture à la société en son entier qui, prise au sens large, représente 670 000 emplois et plus de 100 milliards d'euros de contribution directe à l'économie nationale.

Une richesse en péril si l'on en croit les acteurs culturels et une richesse à défendre pour le secrétaire national du parti communiste français, l'affaire de tous ajoutera-t-il puisque la culture fait vivre les territoires; source de partage, de transmission, de création...

## Point de vue

Par Aymeric SEASSAU



Photo Thomas Doré

Pas un jour ne passe sans qu'un sondage alarmiste, une déclaration nationale complaisante ne vienne rythmer le récit d'une catastrophe annoncée aux élections départementales. Tout aura été fait pour occulter l'enjeu de l'élection en la résumant au score du Front National au soir du 22 Mars. Nous ne nous y résignons pas !

Avec des listes dans 26 cantons, le Parti communiste français compte parmi les principales forces du scrutin en présentant 79 candidats (en plus des 25 présentés par nos partenaires) parmi lesquels de nombreux syndicalistes et citoyens. Partout animés par la même passion du débat et du rassemblement populaire, partout engagés pour battre la droite et le FN et pour faire gagner une gauche qui dit non à l'austérité, à la précarité et à l'insécurité de nos vies, qui dit oui à la solidarité, au vivre-ensemble, aux politiques publiques de justice sociale que peuvent mettre en œuvre les départements.

Les heures qui nous séparent du scrutin comptent double.

**Il est encore temps de conjurer le mauvais scénario écrit par les docteurs Frankenstein de la politique du pire.**

**Porte après porte, tout doit être mis en œuvre pour s'assurer le déplacement du plus grand nombre d'électeurs. Chaque voix comptera.**

Que l'on ne s'y trompe pas : Valls n' a plus de majorité à gauche pour faire passer des mesures antisociales comme la Loi Macron pour laquelle il a été obligé de recourir au 49-3. Cette ligne politique suicidaire divise la gauche et aggrave la crise sociale et politique.

**Le 22 Mars**, il s'agit de défendre les départements et les 72 milliards de dépenses sociales utiles mises à mal par les politiques d'austérité.

**Le 22 Mars**, avec les candidats du PCF et du front de Gauche, avec les listes « Unis contre l'austérité », nous pouvons donner de la force aux exigences de changement qui cherchent à s'exprimer dans tout le pays.

**Le 22 Mars, chaque voix comptera !**

## Départementales : les communistes en campagne

A une semaine des élections départementales, les communistes, dans les cantons de Loire-Atlantique, avec leurs partenaires, battent la campagne et vont à la rencontre des citoyens. Ecumant les quartiers populaires comme les campagnes, ici ou là, les rencontres publiques, le porte à porte, les diffusions de tracts ont pour but, à l'heure où la campagne se paralyse autours de l'épouvantail du Front National, de **mettre en avant les problématiques liées aux politiques menées par le département et en premier lieu de sa sauvegarde comme institution et comme rempart contre la précarité** (voir pages centrales). Devant les écoles, à la sortie des entreprises, sur les marchés, si l'accueil est bon, la déception est grande pour nombre de citoyens après l'échec des politiques austéritaires menées par François Hollande.

Mais la conviction des militants comme des candidats est là pour redonner tout son sens et toute son importance au département, une institution de proximité, dont le travail, en matière de petite enfance, de prise en charge des publics les plus fragilisés, de logement social... a une place plus que primordiale dans la vie quotidienne.



En campagne aux Dervalières (Nantes)

**Leur département ils y tiennent et ils le font savoir, tous unis contre l'austérité**, c'est là tout le sens d'une campagne et d'une mobilisation pour que le 29 juin il puisse y avoir un rapport de force nécessaire à la défense des populations.

Alors que le conseil européen des ministres des Finances a émis le 10 mars une recommandation sur le délai accordé à la France pour corriger son déficit, un rapport de l'institut de recherche économique allemand DIW révèle que **la taxe sur les transactions financières (TTF) rapporterait, si elle était en vigueur, 36 milliards d'euros à la France.**



Le budget permettant de vivre décemment en logement social dans une ville moyenne serait de 1.424 euros pour une personne seule et de 3.284 euros pour un couple avec deux enfants, évalue une étude de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES).

**Le pouvoir d'achat aurait reculé de 1.630 euros par ménage entre 2008 et 2015, selon l'Observatoire Français des conjonctures économiques (OFCE).** Les ménages ont subi les hausses d'impôt visant à réduire le déficit et à financer le pacte de compétitivité. Le pouvoir d'achat des ménages a largement pâti de la crise de 2008 et des efforts de réduction du déficit public à partir de 2011.

# Pour un rassemblement alternatif !

## Manifestons le 9 Avril

**La nécessaire intervention des salariés pour reprendre l'offensive !**



Depuis l'élection d'Hollande, les coups pleuvent sur le monde du travail et notre modèle social, dans la continuité de la politique de Sarkozy. **Alors qu'on nous promettait le changement, c'est l'austérité et le détricotage méthodique de nos conquies sociaux qui est à l'œuvre:** de la loi dite de sécurisation de l'emploi qui sécurise surtout les intérêts du patronat et facilite les licenciements, au récent projet de loi Macron, véritable fourre-tout libéral, en passant par la réforme des retraites, nous aurons connus une déferlante de réformes anti-sociales des plus offensives. Avec le symbolique pacte de responsabilité et le CICE qui offrent aux patrons un somptueux cadeau de plusieurs milliards d'euros sans aucune contrepartie en termes d'emplois, de niveaux de salaires ou d'investissement productif, un cap a été franchi dans le cynisme avec lequel nous sommes gouvernés. Rappelons que le niveau de chômage n'a jamais été aussi haut, et, qu'en ce début de 21ème siècle dans un pays soi-disant développé, plus de 9 millions de nos concitoyens vivent dans la pauvreté et des milliers d'autres dans la précarité. En face, les entreprises du CAC 40, elles, se portent bien (+ 30 % de dividendes versés en 2014). Pourtant la prochaine étape, la loi sur le dialogue social, se penchera de nouveau sur la réduction des droits des salariés, et surtout pas sur ce que coûte le capital à notre société.

**Face à cette surdité gouvernementale et à l'offensive patronale, seul un mouvement social d'ampleur pourra mettre un point d'arrêt à ces politiques régressives et imposer un changement de cap urgent.** Pour cela, l'intervention massive des salariés, retraités et privés d'emploi est plus que jamais nécessaire. Toutes les forces de progrès de ce pays, syndicales, politiques et associatives, se doivent de construire, chacune dans son champ de compétence, le rapport de forces nécessaires pour permettre au peuple d'imposer des alternatives à ce qu'on nous présente comme une fatalité. Comme le disait un slogan CGT « La crise, c'est eux, la solution, c'est nous ! ».

**La CGT, avec FO, Solidaires et la FSU, invitent d'ores et déjà le monde du travail à poursuivre les luttes engagées et à se mobiliser massivement, par la grève et la manifestation, le 9 avril prochain.**

Fabrice DAVID  
secrétaire générale CGT44

## Après l'ANI, le pacte de responsabilité... la loi Macron

**Le contrat social menacé ! Un recul social majeur !**

Articulée à la loi de sécurisation de l'emploi de 2013 et au Pacte de responsabilité, la loi Macron prépare une transformation de fond en comble du modèle français, une rupture des valeurs de la France, ainsi qu'avec tous les acquis conquis de haute lutte, une marche forcée vers les réformes de l'hyper-libéralisme. Il s'agit par cette loi rétrograde de « libérer » le patronat de « ses charges » et des contraintes du droit du travail, de pousser la concurrence et les privatisations, de privilégier les profits capitalistes contre les salariés... **Cette loi est un nouveau renoncement face au capitalisme.**

Cette loi Macron porte une certaine idée de la société et des êtres humains. Ce ne peut être la nôtre.

**L'ensemble des forces de gauche qui se sont exprimées et mobilisées contre cette loi doivent maintenant se retrouver pour construire la nécessaire alternative à gauche !**



### Revenons au débat d'idées

**Après la loi Macron, d'autres lois ou coupes sombres sont en préparation.**

Quelques exemples :

#### 10 milliards d'économies pour l'assurance maladie.

Le pacte de responsabilité et de solidarité prévoit une économie globale de 50 milliards d'euros de la dépense publique à l'horizon 2017, dont 10 milliards pour l'assurance maladie. 3 milliards d'économies pour les hôpitaux, c'est une saignée budgétaire inacceptable. Alors que l'hôpital public va mal, que les usagers et les personnels sont confrontés à une dégradation insupportable des soins, que la gestion comptable des dépenses de santé à l'œuvre au cours des dernières années est un véritable recul de société. Cette véritable saignée est inacceptable.



#### Les risques d'une libéralisation du marché du placement des demandeurs d'emploi

La convention de l'Organisation Internationale du Travail relative aux agences d'emploi privées a été approuvée par l'Assemblée Nationale et le Sénat. On connaît déjà les conséquences de cet alignement qui, en 2005, a mis fin au monopole de placement de l'ANPE devenue entre-temps Pôle emploi.

#### La loi sur la transition énergétique

**Pour les élu-e-s communistes, la lutte contre la précarité énergétique reste insuffisante et le manque de moyens**

**criant :** ni mise en place d'un service universel de dernier recours, ni renforcement des compétences du médiateur de l'énergie. L'élargissement du chèque énergie se fait au détriment des tarifs sociaux : nous restons enfermés dans la logique d'une hausse du prix de l'énergie due avant tout aux dogmes de la concurrence libre et non faussée. A cet égard, le refus de modifier en tant soit peu le taux de TVA pour un bien essentiel que l'électricité est patent.

Là encore, ce projet s'inscrit dans une démarche d'ensemble visant à la privatisation du secteur de l'énergie. **La péréquation et l'égalité de tous en tout point du territoire est remis en cause.**

Ce projet de loi ne peut être lu indépendamment de la loi Macron qui favorise le tout routier au détriment de la sécurité et des objectifs de réduction des émissions de CO2.

Que dire de la volonté du gouvernement de céder de nouvelles participations du groupe Edf... mais il s'agit d'un autre projet de loi.

#### La loi sur la santé

Le débat de cette loi est sans cesse reportée. Elle se met en place dans un contexte de réduction de déficit de la protection sociale. **Cette loi a un visage austéritaire.**

M. Touraine confirme la généralisation du tiers payant : mais en 2017 ; alors que cette mesure était un point d'appui pour réduire les inégalités en terme d'accès aux soins.

**Ne nous laissons pas imposer un projet de société qui nous conduit à la catastrophe : toujours plus de concurrence, de divisions et de peurs.**

## Liberté, égalité, fraternité ... et réalité !

Une République refondée ferait sienne la reconquête des droits au travail et à l'éducation, à la culture, au sport, le droit au logement, à l'énergie, à l'eau ou au transport. Une République nouvelle ne tolérerait pas que les citoyens des quartiers soient traités comme des « gens à part », des habitants « intermédiaires ». La République devrait faire de la petite enfance et de la jeunesse une grande priorité nationale. Elle doit faire éclore un nouvel âge de la démocratie. **Il n'y aura pas de vraie république sociale et écologique que lorsqu'elle portera l'émancipation humaine en son cœur.**

**Le 6 mars, une réunion interministérielle a travaillé à un énième plan banlieue «Egalité et citoyenneté : la République en actes»,** une soixantaine de mesures ayant pour objectif de combattre « l'apartheid social, territorial et ethnique ». L'école, l'engagement citoyen, la laïcité, l'immigration, la culture et le sport, les associations, les inégalités femmes-hommes, les discriminations, les numériques, le logement, la sécurité, la santé sont autant de thèmes abordés pour s'attaquer aux inégalités, aux discriminations. Ces nouvelles mesures risquent d'être un nouveau coup d'épée dans l'eau pour répondre à l'urgence sociale ressentie dans les milieux populaires. Car, l'austérité étiole l'activité économique et engendre une explosion du chômage parmi les populations modernes. L'affaiblissement des politiques sociales et les coups portés aux services publics dégradent la condition des citoyens les plus fragilisés.

**Le 1er ministre a beau jeu d'évoquer une situation « d'apartheid » alors que, quelques mois plus tôt, il prenait avec son gouvernement la décision de priver les territoires de 11 milliards d'euros de dotations jusqu'en 2017, soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros.**

**Au lieu, d'employer de grands concepts comme celui de l'apartheid, M. Valls ferait bien aussi d'employer les grands moyens.**

## Vers une hausse des tarifs des péages des autoroutes

C'est ce que propose le groupe de travail sur l'avenir des autoroutes, dans un rapport qui a été rendu tout récemment au Premier ministre. Les idées d'une résiliation des contrats entre les sociétés autoroutières et l'État, ou d'une nationalisation soutenue par les députés communistes évoquées depuis plusieurs mois, semblent abandonnées.

Serait envisagée une augmentation avec « modulation des tarifs » en fonction du véhicule (polluant ou non) et des conducteurs (covoiturage, jeunes...). Loin de répondre au scandale des 15 milliards de dividendes aux actionnaires ces reconductions de concessions sont dramatiques pour les usagers !



# Le social au cœur

5

## Garantir le droit à la formation professionnelle : un devoir d'Etat !

La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. Ces phrases tirées du préambule de la constitution viennent rappeler la responsabilité de l'Etat dans l'organisation et le pilotage de la politique nationale de formation professionnelle des adultes. Cette politique doit être garante de l'accès républicain de tous les citoyens à ce service public, facteur d'emploi et d'épanouissement.

Il y a plus de quinze jours de cela notre région a vu se mobiliser les salariés de l'AFPA, association de formation professionnelle à but non lucratif.

Dans le cadre d'une large intersyndicale CGT, CFDT, FO et Sud les salariés sont venus interpeller la Région ainsi que l'Etat qui maquette ses désengagements bien souvent sur le dos des transferts de compétences aux collectivités locales.

Les syndicats rappelaient à cette occasion que le transfert de cette compétence aux Régions (Acte I et II de la Décentralisation, lois de 2004 et 2014, etc...) provoque la disparition de toute politique nationale de Formation Professionnelle des Adultes au profit de formations régionales jugées trop court-termistes et sans cohérence d'ensemble. Ces mêmes collectivités qui sont d'ailleurs privés de crédits nécessaires dues aux baisses de dotations de l'Etat !

Les comparaisons sont en effet parlantes : l'AFPA recevait plus de 120 000 demandeurs d'emploi en 2007, et seulement 80 000 aujourd'hui. Il faudrait augmenter de 50% le nombre de demandeurs d'emploi entrants à l'AFPA pour recouvrer le niveau d'activité antérieur.

**Pour les organisations syndicales, » il est urgent et prioritaire que l'Etat et les Pouvoirs Publics consacrent un plan d'investissement d'envergure auprès des travailleurs qui sont en souffrance et pourtant en capacité d'apporter leurs forces de travail et leurs forces d'initiative au bénéfice de la réindustrialisation, des filières d'avenir et de transitions énergétique et écologique, notamment. »**



Quant au financement pérenne de cette politique, les syndicats ont l'audace de penser que, par exemple, il serait opportun de prélever quelques % du CICE pour les rediriger et les consacrer à cette initiative ! Entre exonérations inefficace au patronat et véritable politique de l'emploi il faut choisir !

Garantir le droit à la formation professionnelle, préserver l'AFPA de la concurrence des organismes privés c'est un devoir de l'Etat !

## Mobilisés pour l'avenir du rail !

Les cheminots étaient mobilisés à l'appel de la CGT le 10 Mars dernier pour l'avenir du service public du rail. A l'image des cent cinquante agents rassemblés en gare de Nantes, bon nombre de salariés demandaient à ce que la démocratie soit respectée dans le groupe. C'est la philosophie même de la réforme ferroviaire libérale qui était dénoncée à cette occasion. Pour la CGT-Cheminots, la nouvelle structuration « cloisonne » davantage les activités. Le syndicat demande donc des « négociations sur la structuration » de la nouvelle SNCF.



Cette réforme qui n'a rien résolu de l'endettement de RFF prolonge en outre la politique de suppressions de poste voulue par G. Pepy. La CGT parle de 10.000 emplois en jeu dans la branche « Mobilités » (ex-SNCF). Ces suppressions auront bien évidemment un impact sur le maintien « de guichets, de gares et de milliers de kilomètres de lignes ». « C'est un principe fondamental du service public qui est remis en cause, celui de la continuité territoriale ».

Salariés et usagers seront tous impactés par cette stratégie. Bon nombre de cheminots déterminés se sont donc donné rendez-vous dans la rue le 9 Avril pour dénoncer l'austérité et faire converger leurs luttes !

## Quand la direction se sent pousser des ailes ...



Plus d'un demi-millier de salariés d'Airbus ont débrayé, le 10 Mars entre 12h00 et 14h00 devant l'usine située à Bouguenais à l'appel de la CGT et de la CFDT. Ce mouvement débuté depuis plus d'une douzaine de jours a vu les équipes du matin et d'après-midi se rassembler devant les grilles de l'entreprise. À l'usine de Saint-Nazaire, des actions similaires ont eu lieu les jours précédents. Les salariés dénoncent projet de modification des horaires d'embauche et de débauche. Ce sujet est révélateur d'une politique de pression sur les effectifs alors qu'airbus group bénéficie de résultats financiers en constante progression.

Pour Pascal Busson, secrétaire général CGT Airbus Nantes. « La volonté d'augmenter la rentabilité et la compétitivité, en demandant aux salariés de faire des efforts dans un contexte de bénéfices records et de dividendes augmentés de 60 % est inadmissible. »

Les salariés d'Airbus ont reçu le soutien d'une délégation PCF conduite par Aymeric Seassau, secrétaire départemental du PCF. Il a rappelé dans un communiqué « la mobilisation des communistes aux côtés des salariés et leur détermination à demander des comptes sur l'argent public dépensé pour Airbus sans contrepartie via le CICE notamment » .

## En bref

### Non à la loi Santé qui attaque l'hôpital public

Jeunes et futurs médecins du CHU de Nantes ou encore de la cité sanitaire de St Nazaire se sont réunis récemment pour manifester leur désaccord avec la loi santé. Ils étaient plus d'une centaine d'étudiants, internes et externes à se mobiliser pour exprimer leur colère face à la loi de santé, prévue par le gouvernement et réclamer « une plus grande concertation ».

Dans le hall de la Cité sanitaire nazairienne les affiches « Protégeons la santé » ont fleuri. Les professionnels craignent « La privatisation de la santé ». Plus précisément, le contrôle accru que pourraient exercer les mutuelles, ainsi que les Agences régionales de santé sur leur pratique future.



Les communistes quant à eux soutiennent le principe du tiers-payant permettant de ne pas faire l'avance des frais, et cela d'autant plus, dans un contexte où une part grandissante de nos concitoyens hésite, voire même renonce aux soins pour des raisons économiques.

Cependant ce tiers-payant tel que présenté s'additionne à la complémentaire obligatoire, et serait piloté par une holding d'assureurs privés, soutenu en cela par des technocrates peu sensibles à l'effacement de la couverture obligatoire de l'assurance maladie.

**Le débat sur la généralisation du tiers payant s'avère être l'arbre qui cache la forêt : la loi de santé s'avère n'être qu'un outil de mise en œuvre du pacte de responsabilité, une attaque sans précédent contre les hôpitaux publics, le concept de service public hospitalier, et cela sous l'égide des Agences régionales de santé renforcées dans leurs missions et moyens.**

C'est cela qui a nourri le NON de gauche à la loi Santé au Sénat

## « DE TANT D'HORREURS MON CŒUR DEVINT IMMENSE »

Isabelle Lauriou adapte dans cette pièce, le témoignage de Gisèle Giraudeau, La Déportation et la résistance à 20 ans, qui fut arrêtée pour faits de résistance en 1944 et déportée à Ravensbrück puis à Zwodau. Elle met en scène ses conditions d'enfermement dans ces camps, mais aussi sa rencontre avec une autre figure de la résistance, Marcelle Baron. La pièce raconte alors l'histoire de ces femmes qui ont marqué une page de notre histoire par leur courage : leur enfance, leur jeunesse, ce qui les a amenées à entrer en résistance. Puis leur arrestation, leur emprisonnement, leur déportation et la vie aux camps. Après la libération, les deux amies ont dû attendre cinq ans avant de se revoir mais ne se sont plus jamais quittées. Que pouvons-nous encore dire de cette terrible guerre qui n'a pas déjà été traitée ? Que pouvons-nous encore faire aujourd'hui, pour ne pas oublier « que cela fut » ? Afin de perpétuer le devoir de mémoire, pour que la jeunesse d'aujourd'hui et celle de demain ne vivent pas ce qu'elle-même a vécu, Gisèle Giraudeau a accepté que son témoignage soit porté au théâtre. Une création bouleversante. Spectacle proposé par la compagnie du sut de l'Ange le **samedi 21 mars 2015 à 20h30 - Salle Bonnaire, 1 rue Koufra à Nantes. 10 euros / réservation : [amicale.laique.marsauderies@gmail.com](mailto:amicale.laique.marsauderies@gmail.com) ou 02 40 50 08 10.**



# Culture, idées

6

## Voir

### Coût du Capital, Le décryptage En trois articles...

La mécanique (ou la tambouille) du capital : quelques clefs pour comprendre. (3)



Suite et fin des 2 épisodes précédents. Le moment de vérité survient quand en prenant le recul nécessaire on observe l'état de l'économie française (c'est vrai aussi pour l'UE et les états Unis) depuis quelques points de vue déterminants. Avec l'installation aux commandes de la finance mondialisée dans les années 1980, la rentabilité économique du capital s'est établie à un niveau bien plus élevé que celui atteint à la fin des « trente glorieuses » (2<sup>sd</sup> moitié des années 1970). Ceci a permis une croissance de la rentabilité financière nette des capitaux propres (ce qui revient aux actionnaires) qui dépasse les 10 %. Ce petit « miracle », et corrélativement le cauchemar des salariés/citoyens, a été rendu possible du fait de l'affaiblissement du pouvoir salarial et des politiques des gouvernements. La part des salaires dans la valeur ajoutée a reculé grossièrement de 5 points (100 Milliards d'€). Dit autrement le taux de marge des entreprises non financières s'est fortement accru pour s'établir autour de 30 % un niveau très élevé. Complétons enfin le tableau par 2 autres points de vue. Côté pile la part du profit net tourné vers l'investissement s'est effondrée : de 80% dans les années 50/60 elle est tombée à 50 % dans les années 1970 et se situe aujourd'hui à moins de 30 %. Côté face la part des profits retournés aux actionnaires s'envole : de 30 % fin 1970 elle est passée à 70 % au milieu des années 2000 ; structurellement la captation des profits pour les dividendes nets pèse 1.5 fois le montant des investissements. Austérité salariale et chômage, prédation des profits par les actionnaires et la finance, sous-investissement les voilà les racines de la crise. La gestion des entreprises est sous domination des actionnaires qui privilégient profits et dividendes à l'investissement c'est sur ce terrain, comme celui de la politique salariale et de l'emploi, qu'il faut avancer.

## Agir avec Henri Lefebvre

Sous la direction d'Hugues Lethierry, philosophe et pédagogue lyonnais, vient de paraître un nouveau livre collectif, faisant suite à « Sauve qui peut la ville » (2011). Question clé : comment être aujourd'hui « altermarxiste » - marxiste autrement – et géographe critique radical, dans le prolongement de l'œuvre d'Henri Lefebvre (1901-1991), philosophe, sociologue, urbaniste... Agir avec Lefebvre : non seulement en interprétant le monde, mais pour contribuer à le changer.

### Un « altermarxisme » de notre temps

Henri Lefebvre est issu de la mouvance surréaliste. Communiste singulier, après avoir combattu le stalinisme, il traverse le situationnisme. Il côtoie Politzer, Lukacs, et sur le plan théorique Gramsci, Rosa Luxemburg, polémique avec Garaudy, Sartre, Althusser. Il renouvelle le marxisme. Son petit livre « Le marxisme » - qui en est à sa 23<sup>ème</sup> édition depuis sa parution en 1948 - dépasse à ce jour les 300.000 exemplaires, record absolu des Que-Sais-Je ? (PUF). Remarquons qu'en 2015, et pour la première fois, des ouvrages de Marx sont au programme de l'agrégation de philosophie. Henri Lefebvre, enseignant en sociologie à Nanterre - présenté parfois comme le père présumé de 68 - est aujourd'hui plus connu aux États-Unis, au Brésil, ailleurs dans le monde, qu'en France où il a été durablement exclu du PCF et marginalisé dans l'université et les milieux académiques. Anomalie que ce livre, avec quelques autres, s'emploie à corriger. L'essai se met à portée du lecteur. A travers Henri Lefebvre il fournit des repères dans la lutte pour sauver la vie et la ville, contre la barbarie qui menace. Sa lecture aide à comprendre les liens entre options politiques et philosophiques ainsi que les directions dans lesquelles s'orientent aujourd'hui recherches et mouvements "altermarxistes" sur les différents continents. Destiné à un vaste public de « spectateurs engagés » : étudiants, enseignants, travailleurs sociaux, s'il demande un effort de lecture, on n'y trouve cependant aucun jargon inutile ni discussion d'intellectuels de salon.

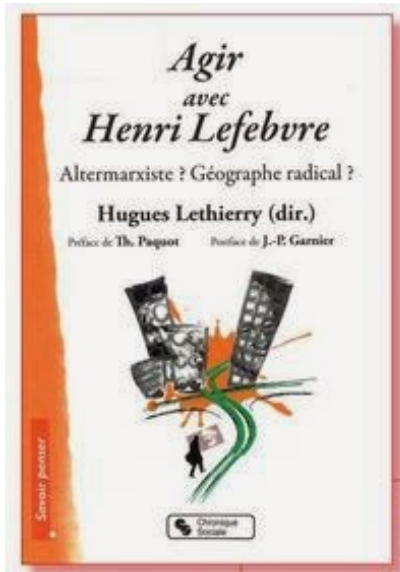
### Une géographie critique et radicale de notre monde

En 2015, il devient peu à peu difficile d'éviter la case Lefebvre. Une femme, un honnête homme du XX<sup>e</sup> siècle - qu'il soit citoyen, militant, étudiant, enseignant – trouvera chez Lefebvre des clés pour l'intelligibilité du monde et des outils pour les pratiques émancipatrices.

L'ouvrage s'intéresse dans sa troisième partie (L'espace monde) à l'essaimage et la réception des idées d'Henri Lefebvre dans le monde, notamment aux États-Unis (S.Sangla), en Asie (J.Dietrich) et au Brésil (J-Y Martin).

Selon son préfacier, l'urbaniste Thierry Paquot, le livre « offre plusieurs grilles de lecture pour une œuvre qui n'a pas encore dit son dernier mot », et « qui conforte l'anti-dogmatisme d'Henri Lefebvre ». Les auteurs, en empathie avec Lefebvre - mais nullement complaisants, comme le montre la postface incisive de J-P. Garnier – mettent en évidence un large éventail de thèmes qu'il a souvent abordé en pionnier : la production de l'espace, la révolution urbaine, le droit à la ville et à sa centralité, la critique de la vie quotidienne, le technocratisme, la rythmanalyse des moments, les nouvelles raretés environnementales... C'est dire si Henri Lefebvre n'a pas fini de nous inspirer, et qu'on est très loin d'en avoir terminé avec son œuvre foisonnante et féconde.

H. Lethierry (Dir.), "Agir avec Lefebvre, Éd. Chronique sociale (Lyon), 2015, 170 p.16,50 €



## « Houellebecq économiste » par Bernard Maris



Comme jamais notre époque est gorgée d'économie. Mais la « secte » des économistes rabêche - selon Bernard Maris (Oncle Bernard de Charlie Hebdo) qui connaissait bien - « un discours hermétique et fumeux ». Dans quelques décennies, "il apparaîtra invraisemblable que

notre société ait accordé autant d'importance à une discipline universitaire qui se voulait scientifique, ainsi qu'à ses zéloteurs, experts et journalistes, graphomanes de modèles mathématiques. « L'économiste » est celui qui est toujours capable d'expliquer ex post pourquoi il s'est, une fois de plus trompé, pourquoi il n'a jamais rien vu venir.

Heureusement, il reste les romanciers. « Toujours nous chercherons chez les écrivains, et particulièrement chez les romanciers, un fragment de la vérité de ce monde où nous sommes jetés et qui nous anguisse. Eux savent nous parler de la rareté du bonheur ». Que la société, et il vaudrait mieux dire l'humanité, meure de l'économie est ainsi la prévision de Michel Houellebecq. A l'origine du présent livre il y a eu pour B. Maris, la révélation de La carte et le territoire.

Ensuite, il lui a fallu décliner rétrospectivement les autres romans majeurs : **Extension du domaine de la lutte** parle du libéralisme et de la compétitivité. **Les particules élémentaires** du règne de l'individualisme absolu et du consumérisme. Plateforme de l'utile et de l'inutile et de

l'offre et de la demande de sexe. **La possibilité d'une île** de la société post-capitaliste ayant réalisé le fantasme des « kids définitifs » que sont les consommateurs, la vie éternelle. Chaque roman reprend le refrain des autres : la compétition perverse, la servitude volontaire, la peur, l'envie, le progrès, la solitude, l'obsolescence, etc.

**A partir de là, la démarche du livre de Bernard Maris consiste à confronter les thèmes houellebecquiens aux grands maîtres historiques de l'économie.** Elle comporte dès lors les étapes suivantes : Le règne des individus avec Alfred Marshall; l'entreprise et la destruction créatrice avec Joseph Schumpeter; les consommateurs insatiables; l'art et le travail, l'utile et l'inutile avec Marx et Fourier et, enfin « la véritable fin de l'histoire et la fin de l'espèce, autrement dit la fin du capitalisme » ou le capitalisme à bout avec T.R.Malthus.

La démonstration est magistrale, même si elle ne saurait évidemment avoir les mêmes attraits que les romans de Houellebecq !

Bernard Maris, **Houellebecq économiste**, Flammarion, 156 p., 14 €  
Septembre 2014.  
Nouvelle impression, janvier 2015.

**364 sur 18194**

C'est le nombre d'ouvriers par rapport au total des candidats aux élections départementales de 2015. Ils représentent donc 2 % des candidats alors qu'il forment 12,3% de la population active.

« Elle remet en cause les principes constitutionnels d'unité et d'indivisibilité de la République et d'égalité des citoyens devant la loi, pour installer en quelque sorte une autre République, que nous pourrions qualifier de technocratique, de fédéraliste et de concurrentielle. »

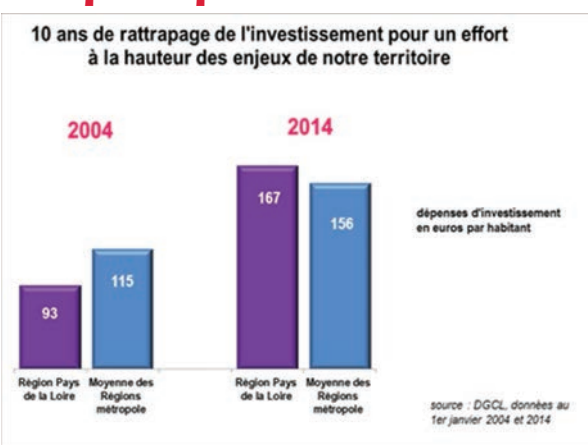
Marc Dolez, député du groupe communiste, à propos de la loi Notre.

# Au cœur des collectivités

7

## Session du Conseil Régional Budget, contrat de plan et politique éducative

Ce budget 2015 met la priorité sur l'emploi et le développement économique, la modernisation de l'appareil de formation, la transition énergétique et le développement du territoire. Philippe Denis, président du groupe communiste, commence son intervention en soulignant que : « c'est un budget ambitieux et offensif, puisque [la Région ajoute] 150 millions d'euros d'investissements, dans un contexte contraint par la baisse des dotations ». Entre 2011 et 2016, 2,9 milliards d'euros auront été investis sur le territoire régional.



76,5 millions d'euros de moins par rapport au précédent. Pour les élu-e-s communistes : « c'est un coup dur pour notre territoire : alors que les inégalités sociales ne cessent d'augmenter et que les besoins en investissement se font ressentir, la seule réponse du gouvernement reste l'asphyxie financière ». Aussi, ils s'opposent à la construction d'un Restaurant Universitaire public sur le site de la Catho d'Angers : « c'est près d'un million d'euros d'investissement qui auraient pu favoriser les étudiants du public. »

Cependant, pas question pour les élu-e-s communistes d'épargner les responsables de la baisse des dotations. Ils pointent d'abord la responsabilité de Sarkozy, qui les avait gelées et qui avait supprimé la taxe professionnelle, privant ainsi les régions de ressources fiscales importantes. Le gouvernement socialiste, plutôt que de revenir sur les mesures de Sarkozy, a amplifié cette stratégie en réduisant drastiquement les dotations de 28 milliards d'euros entre 2014 et 2017. Les élu-e-s communistes le mettent donc devant ses responsabilités : « Au fond, non seulement limiter les investissements est un non-sens économique, mais en plus c'est une supercherie : on n'assainit pas les finances publiques avec 20 milliards de pertes dans le scandale du CICE, financé par 28 milliards de perte pour les collectivités. On prend dans la poche des collectivités pour remplir la bourse des patrons ».

Les élu-e-s communistes ont également souligné les points positifs du contrat passé entre la métropole de Nantes et la Région Pays de la Loire en matière d'infrastructures. Ils ont rappelé leur opposition à la réforme territoriale, qui prévoit (entre autres) de supprimer la clause de compétence générale. Ce contrat est l'exemple même de l'intérêt que représente cette compétence : celui de financer de manière solidaire des équipements et des services qui profitent à plusieurs collectivités.

Concernant la politique éducative, les élu-e-s communistes ont salué le volontarisme de la majorité régionale en matière de construction et de rénovation de lycées, et l'engagement pour la réussite de toutes et tous. Mais là aussi, pour les élu-e-s communistes : « une autre politique économique nationale, s'affranchissant du dogme de la contraction de la dépense publique, dégagerait de toutes autres marges pour investir dans l'Education en Pays de la Loire ».

## Conseil métropolitain du 6 février 2015 Une dynamique de développement soutenue



## Conseil municipal exceptionnel Après la disparition du Maire de Couëron



La ville de Couëron a perdu son maire le 21 février 2015. Carole Grelaud, sa successeuse a été élue lors du conseil municipal exceptionnel du samedi 7 mars, présidé en ouverture par Dominique Sanz, président du groupe des élus communistes et républicains :

« Doyen de cette assemblée, je ne pensais vraiment pas assurer une nouvelle présidence du conseil municipal au bénéfice de l'âge mais les circonstances pénibles que nous venons de vivre, m'y contraignent.

Le rôle de Jean Pierre fut immense dans tous les secteurs, [...], sans oublier tous les partenariats avec les associations, dans le respect des uns et des autres, et des contrats de gestion communal de la majorité.

Bien sûr il existe des divergences entre nous sur la politique nationale menée par ce gouvernement.

Pour autant, faut-il refuser d'avancer et de mettre en œuvre un programme communal que nous avons conjointement défini ? Pour moi, la réponse est non, aussi je vous engage toutes et tous à vous souvenir de l'état d'esprit qui régnait entre nous avec Jean-Pierre Fougerat et faire en sorte que le nouveau maire que nous allons élire puisse travailler dans des conditions identiques, au service des couëronnais et couëronnaises. »

Après avoir évoqué ses graves préoccupations quant à la politique budgétaire des gouvernements successifs, ils se sont félicités que la majorité de gauche « se bat [...] pour en pas réduire la voilure » avec 250 millions d'investissements. Deux points de vigilance cependant : la limitation de l'augmentation de la masse salariale à 1,5% et la diminution des sommes dédiées aux délégations de service public.

Sur le contrat entre la Région et la Métropole, les élus ont estimé qu'il montre l'ambition de faire du territoire et de son développement un enjeu majeur par le renforcement de l'étoile ferroviaire nantaise, de l'agrandissement de la gare, l'ouverture vers l'Europe et la Bretagne et le développement portuaire. Les avantages de la clause générale de compétence, qui permet aux institutions d'unir leurs forces, ont été défendu.

La refonte de la tarification solidaire TAN, qui permettra d'augmenter de 15 000 le nombre de bénéficiaires en répondant aux statuts les plus précaires par les tarifs sociaux ou la gratuité, recueille l'assentiment du groupe communiste.

## En bref

### Conseil Municipal de Saint-Herblain

Le 6 février a été voté le budget primitif. Après avoir évoqué la paupérisation des communes et d'une grande partie leurs habitants, les élus communistes ont noté que des adaptations budgétaires sont nécessaires car « Il est clair que le grand défi est de maintenir un excédent de fonctionnement suffisant au financement de nos investissements ». Ils concluent : « Nous adoptons aujourd'hui un budget en accord avec nos orientations politiques communes, principalement dans la continuité d'une ville de gauche et dans le renouvellement des pratiques solidaires et démocratiques ».

Autre point à l'ordre du jour : la cession du patrimoine locatif sociale, sur lesquels le groupe communiste s'est abstenu. En effet, si ces opérations permettent à quelques-uns de devenir propriétaire, les promesses de constructions de logement grâce à la trésorerie dégagée n'est pas forcément au rendez-vous et se fait trop souvent en VEFA, faisant perdre leurs savoir faire de bâtisseurs aux bailleurs sociaux.

### Conseil Municipal de Bouguenais

Le 5 février les élus communistes sont intervenus sur deux points : au sujet des transferts de compétence vers la Métropole, ils ont pu souligner un mouvement portant comme première considération l'intérêt collectif en termes d'archéologie, de culture, de crèches d'entreprise et de sport de haut niveau. Sur le débat d'orientation budgétaire, les communistes affirment : « Ville de gauche, solidaire et dynamique, Bouguenais le reste dans le contexte contraint. Malgré la ponction opérée par l'État, nous avons toujours à cœur que les services publics soient toujours plus accessibles au plus grand nombre, que ce soit en terme de tarifs que de procédures. »

### Lettre ouverte à Monsieur le Maire de Vertou

Après avoir reçu l'invitation co-signée par le « souvenir vendéen » et la municipalité de Vertou pour la conférence « Vertou dans la guerre de Vendée » et l'inauguration d'une plaque mémorielle sur les victimes vertaviennes de la guerre de vendée, Michel Gouty a écrit à M. le Maire de Vertou. Il y dénonce l'idéologie du Souvenir Vendéen qui vise à réhabiliter la contre-révolution par son discours « à forte connotation fondamentaliste chrétienne ». D'ailleurs, son président a pu déclarer : « Les valeurs du monde moderne nous viennent du ou au travers du christianisme, qui a su résister de tout temps aux persécutions pour transmettre cet héritage ancestral. Nos ancêtres vendéens qui ont su résister aux persécutions sont un exemple qui doit nous inspirer encore aujourd'hui. » La conférence du vendredi n'aura pas compté d'historien à proprement parlé et l'élu communiste la fait remarquer.

## Ouvrons-là

### La précarité subventionnée

Par Adrien HELARY

CDD STAGES APPRENTISSAGE INTÉRIM  
TEMPS PARTIEL JOBS ÉTUDIANTS ...

**LA PRÉCARITÉ C'EST PAS UN MÉTIER !**

TRAVAILLER POUR LE BIEN DE TOUS  
PAS POUR LES PROFITS DES PATRONS !

www.jeunes-communistes.org

L'annonce par le gouvernement de la fusion pour la prime pour l'emploi et du RSA activité est avant tout révélatrice d'une certaine vision de la société. Ces mesures présentées comme sociales ont le même biais à savoir sous prétexte d'assurer la subsistance des plus démunis ils encouragent les bas salaires et les contrats précaires. Les changements annoncés par le gouvernement ne changent pas grand-chose à cet état de fait. L'évolution de la plage impactée (de 0,3 smic à 1,4 smic actuellement de 0,5 smic à 1,2 smic prochainement) tient plus de **logique budgétaire tendant à diminuer grandement le nombre de bénéficiaire plutôt que d'une réelle volonté de changer la nature du dispositif.**

Entendant introduire davantage de « justice sociale » le projet entend également limiter l'attribution de cette obole en fonction des revenus du foyer. Il est toutefois bon de se rappeler que ces sous emplois de quelques heures hebdomadaires payées au smic sont souvent le lot des femmes qui verront ainsi leur revenu propre dépendre de celui de leur mari.

L'autre conséquence de cette mesure c'est qu'il est probable qu'elle vienne probablement annihiler les effets de **l'ouverture de ce dispositif aux 18-25 ans.** Le RSA activité exclue actuellement les jeunes de moins de 25 ans. Cette ouverture du dispositif à cette tranche d'âge peut apparaître pertinente étant donné l'exposition des jeunes aux sous-emplois payés au smic pour quelques heures dans le mois. On ne peut également que se féliciter de la réintégration des jeunes dans le droit commun.

Cependant on peut s'attendre en plus de la limitation en fonction des revenus du foyer des parents duquel dépendent nombre de jeunes à l'exclusion des étudiants et des apprentis. On comprend ici la logique, à quoi bon encourager les jeunes à accepter les emplois précaires proposés par le patronat puisque leur taux de chômage les y condamne ? **L'apprenti voit déjà sa rémunération amputée par rapport à un salarié, quant à l'étudiant il peut difficilement concilier un plein temps en plus de ses études.**

Comble du cynisme de ce gouvernement, ce dernier a choisi d'en faire un dispositif sur demande plutôt qu'à l'acquisition automatique comme l'est actuellement la prime pour l'emploi. Un tel fonctionnement entraîne pour le RSA activité un non recours de près de 68%. L'estimation budgétaire du gouvernement table sur un non recours de l'ordre de 50%...

### «Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément CHEBANIER  
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : redac.nla@orange.fr  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Marie-Annick BENÂTRE  
Pedro MAIA  
Robin SALECROIX  
Gauthier LORTHIOIS  
Charles MARSAUD  
André MAURICE



## Hommage à Pierre SEMARD



Comme tous les ans, un hommage à été rendu à Pierre SEMARD en gare de Nantes le vendredi 6 mars en présence de représentants de la CGT cheminots, du PCF, d'associations de la mémoire, de la ville de Nantes et de la SNCF. Pierre SEMARD a été **fusillé comme otage le 7 mars 1942 à Evreux. Secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, ancien Secrétaire général du PCF,** Pierre SEMARD a été livré à ses bourreaux allemands par la police de Vichy pour des raisons syndicales et politiques. Ardent défenseur du combat contre le fascisme et partisan de la paix, son combat pour la classe ouvrière et le progrès social aura eu raison de lui. Nous n'oublions pas ses idéaux et son abnégation au service de la liberté, du pain et de la paix.

## Agenda

### Huma café

#### Quels progrès pour la médecine ?

Le 88ème numéro de l'huma café se déroulera :

**Vendredi 20 mars à 18H00**  
Au salon de musique du Lieu Unique  
À Nantes

Il aura pour sujet : « **Quels progrès pour la médecine ?** ». C'est le professeur Patricia LEMARCHAND, enseignante au CHU de Nantes, praticienne et spécialiste des biothérapies, qui interviendra pour aborder la nouvelle stratégie nationale de santé. Si cette stratégie est performante, elle est inéquitable, elle traite les maladies aiguës mais pas celles qui sont chroniques, de plus elle ne résout pas les inégalités de santé liées aux inégalités socio économiques. Un débat intéressant en perspective !

### Commémoration

#### Fin de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie

La municipalité de Couëron et les associations d'anciens combattants organisent une cérémonie pour commémorer la fin de ces conflits :

**Jeudi 19 mars à 10H30**  
Place Charles de Gaulle  
A COUERON



### Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-At-

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL:..... EMAIL:.....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
  - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€
- Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES